

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 12 septembre 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

**38 2015.RRGR.1082 Motion 267-2015 Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
Enquête indépendante et contrôle démocratique sur les agissements de la police cantonale**

N° de l'intervention: 267-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 13.11.2015
Déposée par: Machado Rebmann (Berne, LAVerte)
(porte-parole)
Sancar (Berne, Les Verts)
Bauen (Münsingen, Les Verts)
Schindler (Berne, PS)
Urgence: refusée le 19.11.2015
N° d'ACE: 559/2016 du 11 mai 2016
Direction: JCE

Enquête indépendante et contrôle démocratique sur les agissements de la police cantonale

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'élaborer les bases légales nécessaires à la création d'une instance indépendante traitant les recours contre la police ;
2. d'instaurer cette instance indépendante et de la doter des ressources humaines et financières nécessaires.

Développement :

Tout pouvoir de l'Etat doit être assorti d'un contrôle efficace. Ce principe s'applique à plus forte raison à la police, détentrice du monopole de la force publique. Ce monopole autorise la police à restreindre drastiquement les droits des individus. La police, qui intervient régulièrement dans un domaine sensible, est accusée de faire un usage excessif de la force ou d'agir hors de toute mesure. Par conséquent, il est d'autant plus important de faire le tour de ces reproches de manière objective, non seulement pour les victimes présumées des violences policières mais aussi pour la crédibilité de la police et pour blanchir les policiers et policières non fautifs. La Constitution fédérale reconnaît elle aussi le droit à une procédure équitable, ce qui implique une enquête indépendante (art. 29 Cst.). Une enquête est indépendante lorsque tant les responsables que les personnes chargées de l'enquête sont indépendantes hiérarchiquement et institutionnellement des personnes impliquées dans l'événement.¹

Les victimes d'agissements douteux de la police peuvent se plaindre à l'autorité de surveillance à l'intention de la Direction de la police et des affaires militaires (art. 101 de la loi sur la procédure et la juridiction administratives, LPJA). La dénonciation à l'autorité de surveillance ne donne cependant pas à l'intéressé-e le droit à une procédure formelle², elle est purement symbolique.

La loi sur la procédure et la juridiction administratives ne permet pas directement de déposer un recours puisque la police agit par actes matériels et non par décisions. Ce n'est qu'en cas d'atteinte grave aux droits fondamentaux ou en application du droit fédéral que les intéressé-e-s peuvent demander une décision de constatation, par exemple pour faire constater l'illégalité de l'action des autorités.³ Et sans protection juridique, l'enquête ne peut être indépendante.

¹ La protection juridique contre les abus de la part de la police, p. 12, Centre suisse de compétence pour les droits humains; http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/150324_Etude_CSDH_Police_plainte.pdf

² Thomas Merkli/Arthur Aeschlimann/Ruth Herzog, Kommentar zum Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege im Kanton Bern, Bern 1997, note 1 relative à l'art. 101 (en allemand)

³ Markus Müller, Bernische Verwaltungsrechtspflege, Bern 2011, p. 147 (en allemand)

C'est pourquoi nous demandons la création d'une instance de contrôle indépendante qui soit facilement accessible. Les cantons de Zurich, de Vaud, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, de Zoug et de Fribourg ainsi que les villes de Berne et de Zurich disposent d'un service de médiation qui offre son aide dans les affaires impliquant l'administration cantonale ou communale. Le canton de Berne ne disposant pas d'un tel service, les personnes confrontées à des actions policières douteuses ne reçoivent aucune aide et n'ont pas non plus accès à une protection juridique.

L'instance de contrôle devra pouvoir traiter les recours contre la police de A à Z, ce qui implique de pouvoir consulter les dossiers, obtenir des informations et se rendre sur les lieux pour élucider l'affaire. Si les faits sont passibles de sanctions pénales ou qu'il s'agit d'atteintes graves à des droits fondamentaux, elle transmettra la procédure en accord avec la personne concernée. L'instance de contrôle rédigera un rapport final sur l'affaire et pourra émettre des recommandations.

L'instance de contrôle informera chaque année le Grand Conseil de ses activités, de ses constats et de ses recommandations. Cela permettra d'améliorer le contrôle démocratique sur l'entité investie de la puissance publique, de faciliter la protection juridique des personnes confrontées à la police, d'instaurer une culture de l'erreur à la police, de laver de tout soupçon les fonctionnaires de police non fautifs et enfin de renforcer la confiance en la police.

Réponse du Conseil-exécutif

Point 1

Les motionnaires exigent la création d'un organe de médiation qui servirait d'instance de recours uniquement en cas d'agression présumée commise par des membres de la police. En revanche, les exemples sur lesquels ils s'appuient sont des instances des cantons de Zurich, de Vaud, de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, de Zoug et de Fribourg qui sont, elles, compétentes pour traiter les plaintes des citoyens relatives à l'ensemble des domaines de l'activité administrative. Créer un service de médiation dont l'unique but serait de contrôler les affaires qui ont trait aux actes (administratifs) de la police n'est ni pertinent ni judicieux.

Par ailleurs, les dénonciations à l'autorité de surveillance apportent déjà dans une large mesure une réponse aux attentes des motionnaires. Les possibilités et les instruments qu'offrent les organes de médiation dans les cantons mentionnés à titre d'exemple ne sont pas foncièrement différents de ceux proposés par l'autorité de surveillance ordinaire.

L'organe de médiation a pour rôle de prendre connaissance des demandes formulées par les citoyens et d'entendre les membres de l'administration afin de se représenter la situation dans son ensemble. Il vérifie si l'administration a agi de manière adéquate et conforme au droit. A cette fin, il peut obtenir des renseignements tant oraux qu'écrits et a aussi accès aux documents et dossiers. S'il émet des recommandations, cet organe n'a le pouvoir ni de prendre des mesures ni de donner des instructions.

L'autorité de surveillance dispose des mêmes moyens, mais ses compétences dépassent celles d'un organe de médiation puisqu'elle peut, en cas de dénonciation, donner des instructions et rendre des décisions.

Les citoyens qui font appel à l'organe de médiation ne disposent pas du statut de partie et ne jouissent d'aucune protection juridique, comme c'est le cas lors d'une dénonciation à l'autorité de surveillance.

Les Directions présentent aujourd'hui déjà un compte rendu au Grand Conseil dans le cadre du rapport de gestion.

Concernant l'action de la police, la personne lésée a en outre la possibilité de déposer une dénonciation pénale, s'assurant ce faisant la reconnaissance de sa qualité de partie et une protection juridique.

Du reste, l'article 312 du code pénal suisse (abus d'autorité) est applicable lorsque l'utilisation de la force par les membres de la police est présumée disproportionnée. De ce fait, une

dénonciation pénale peut être déposée, ce qui implique un examen indépendant des faits par le Ministère public et un jugement par le tribunal.

En vertu des articles 393 ss du code de procédure pénale suisse, la personne concernée peut – indépendamment d'une dénonciation pénale – faire recours auprès de la Cour suprême contre les décisions et les actes de procédure provenant notamment de la police et du Ministère public, pour autant qu'elle puisse faire valoir un intérêt juridique. Le recours peut être formé pour violation du droit, abus ou excès de pouvoir d'appréciation ou pour inopportunité.

Point 2

En plus de l'élaboration d'une base légale, la motion réclame l'institution d'un organe de médiation pourvu de ressources suffisantes que ce soit en matière de personnel ou de moyens financiers.

Vu la situation financière durablement tendue du canton de Berne, le Conseil-exécutif a décidé un gel des embauches généralisé en février 2016. Aussi la création de nouveaux postes est-elle par principe exclue. Aux ressources supplémentaires, il faut par ailleurs ajouter la mise à disposition de l'infrastructure requise (bureaux, mobilier, informatique, etc.). En raison de l'état – préalablement mentionné – des finances du canton de Berne, cette dépense ne semble pas justifiée au regard des bénéfices que rapporterait la mise en place d'un organe de médiation en sus des instruments déjà opérationnels que sont la dénonciation à l'autorité de surveillance et la dénonciation pénale.

Proposition du Conseil-exécutif :

Rejet

Le président. Damit kommen wir zu Traktandum 38, zur Motion von Grossrätin Machado. Der Regierungsrat empfiehlt die Ablehnung des Vorstosses. Wir führen eine freie Debatte. Ich gebe Grossrätin Machado das Wort.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Jede Macht bedarf einer wirksamen Kontrolle. Dieser Grundsatz beruht auf den theoretischen Überlegungen von Montesquieu zur Gewaltentrennung, der Grundlage der Demokratie. Er schreibt in seinem Werk «Vom Geist der Gesetze»: «Eine Erfahrung lehrt, dass jeder Mensch, der Macht hat, dazu neigt, sie zu missbrauchen. Deshalb ist es nötig, dass die Macht der Macht Grenzen setzt.» – «Que le pouvoir arrête le pouvoir.» Seit Montesquieu und weitere Philosophen der Aufklärung begonnen haben, sich mit den Grundlagen der Demokratie zu befassen, wurde das Prinzip der Gewaltentrennung in vielen Varianten ausprobiert. Dabei hat sich gezeigt, dass es wichtig ist, dass eine grosse Mehrheit der Bevölkerung das Prinzip anerkennt und sich damit traut, sich gegen Willkür von Beamten und Korruption zu wehren. Das setzt allerdings voraus, dass dem Bürger, der sich wehrt, auch ein unabhängiges Verfahren zur Verfügung steht. Dieses fehlt heute im Kanton Bern. Die Polizei handelt juristisch ausgedrückt in der Form von Realakten; sie schafft Fakten. Gegen diese kann man sich im Kanton Bern nur beschränkt und indirekt wehren, nur dann, wenn es zu einem schweren Eingriff in die Grundrechte kommt. Eine Beschwerde ans Obergericht, wie der Regierungsrat schreibt, kann man nur machen, wenn die Polizei als Gerichtspolizei im Rahmen der Strafprozessordnung handelt – das heisst, wenn sie Straftaten verfolgt –, nicht aber, wenn sie als Sicherheitspolizei tätig ist. Eine aufsichtsrechtliche Beschwerde nützt de facto nichts, weil die angerufene Behörde keine Pflicht hat, sie in einem förmlichen Verfahren zu behandeln. Sie ist formlos, nutzlos und kostenlos, wie der bekannte Professor des öffentlichen Rechts Fritz Gygi sie bezeichnete. Geht es um strafrechtlich relevantes Verhalten seitens der Polizei, können die Betroffenen eine Anzeige machen. Sie müssen sich jedoch an die Polizei und die Staatsanwaltschaft wenden. Daher fehlt es hier an der nötigen Unabhängigkeit.

Aus diesem Grund verlangen wir eine unabhängige Beschwerdestelle, an die sich die Betroffenen in Fällen wenden können, in denen die Polizei unverhältnismässig vorging oder übermässige Gewalt anwandte. Es darf dabei keine Rolle spielen, dass die Betroffenen vielleicht Haus- oder

Baumbesetzer sind oder Demonstranten. Die Macht muss der Macht Grenzen setzen. Die verlangte Beschwerdestelle kann den Sachverhalt abklären und die Betroffenen beraten. Sie verfasst einen Schlussbericht und gibt Empfehlungen ab. Dies kann auch die Polizei vor ungerechtfertigten Vorwürfen entlasten und eine Fehlerkultur etablieren. – «Que le pouvoir arrête le pouvoir.»

Le président. Das Wort hat die Mitmotionärin, Grossrätin Schindler.

Meret Schindler, Berne (PS). Ich möchte auf zwei Punkte der Regierungsantwort eingehen. Die Regierung betont, dass es sehr teuer sei, eine solche Stelle zu schaffen. Wir fordern jedoch keine 100-Prozent-Stelle. Wir fordern einfach, dass der Kanton eine Lösung findet, die für alle stimmt. In der Stadt Bern haben wir seit 1995 oder 1996 eine Ombudsstelle, die sehr gut funktioniert. Es ist aber frappant, dass gerade damals, als die Police Bern eingeführt wurde, die Beschwerden massiv zurückgingen. Früher gab es bei der Stadtpolizei tatsächlich diverse Probleme. Es ist vor allem eine einfache Lösung, um niederschwellig agieren zu können. Eine Ombudsstelle kann nämlich der Verwaltung Verbesserungen vorschlagen und Empfehlungen zu Lösung in Einzelfällen abgeben. Es geht nicht darum, stets teure Verfahren anzustreben, die unsere Juristik besetzen. Es ist auch für die einzelnen Leute finanziell aufwendig. Eine Ombudsstelle ist niederschwellig und steht allen Leuten zur Verfügung. Ich bitte den Rat natürlich, die Motion anzunehmen.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Als wir den Vorstoss lasen, dachten wir, er sei 1968 geschrieben worden, im Kampf gegen die Polizei, im Klassenkampf. Wenn man den Text liest, ist es erstaunlich, dass diejenigen Leute, die den Vorstoss eingereicht haben, beispielsweise gegen das neue Nachrichtengesetz sind, gleichzeitig aber wissen wollen, wie viele Polizisten statistisch erfasst wurden und wie das Resultat aussieht. Bei Frage 4 könnte man zum Beispiel ebenfalls noch fragen, welche politische Mitgliedschaft die Leute hatten und wie dort die Verfahren ausgegangen sind. Ich denke, das geht zu weit. Dieser Vorstoss ist letztlich nichts anderes als eine Pauschalverurteilung, ein Pauschalverdacht gegenüber der Polizei. Deshalb ist er unanständig, und die Wortwahl ist unverschämt. Grundsätzlich werden bei der Bevölkerung jährlich Befragungen durchgeführt, wer am meisten Vertrauen geniesst. Dabei ist die Polizei sehr weit oben. Wenn man nach dem Vertrauen in die Medien fragt, ist dieses sehr schlecht, und das Vertrauen in die Politiker ist noch schlechter. Wenn man diesen Vorstoss liest, erstaunt einen dies auch nicht mehr.

Es wird auch gesagt, die Staatsanwälte des Kantons seien nicht unabhängig. Das Gegenteil ist der Fall: In heiklen Fällen setzt die Staatsanwaltschaft von selbst ausserkantonale Staatsanwälte ein. Gerade weil sie weiss, dass es in diesem Saal Leute gibt, die alles und jedes kritisieren, selbst wenn es noch so korrekt abgelaufen ist. Es erstaunt denn auch nicht, dass einer der Vorstosseinreichenden, Herr Sancar, selbst Teilnehmer an einer illegalen Demonstration, keine guten Erfahrungen mit der Polizei hat. Das ist die logische Folge. Wenn Sie etwas Illegales machen, sollten Sie es jedoch nicht mit Vorstössen zu korrigieren versuchen. Die SVP lehnt diesen Vorstoss in allen Punkten ab, sei es als Motion, als Postulat, als Bittschrift oder sonst etwas.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Auch die FDP lehnt diesen Vorstoss natürlich ganz klar ab. Die Antwort der Regierung ist absolut richtig. Eine spezifische Ombudsstelle gegen die Berner Polizei – und darum geht es bekanntlich – braucht es sicher nicht. Wir haben andere Rechtsmittel und Aufsichtsmittel wie Staatsanwaltschaft und Gerichte. Die Rechtsstaatlichkeit ist im Kanton Bern vorhanden. Rein finanziell, auch im Rahmen von ASP und Co., würde eine neue Stelle mit allem Drum und Dran einiges kosten und stünde quer in der Landschaft. Zweitens wird die Polizei angesichts der Absender des Vorstosses effektiv unter Generalverdacht gestellt, wie schon mein Vorredner gesagt hat: Was die Polizei macht, kann ja nichts Gutes sein. Es ist, wie Kollege Fuchs sagte, eine verkappte 68er-Ideologie. So hat man früher argumentiert: Die Polizei wird immer noch als Unterdrückungsapparat betrachtet. Das kann es doch nicht sein. Heute ist die FDP ganz klar der Auffassung, dass man der Polizei bei der Verbrechensbekämpfung, aber auch bei Interventionen im öffentlichen Raum den Rücken stärken muss. Wer sich im öffentlichen Raum korrekt verhält, meine Damen und Herren Absender, hat nichts zu befürchten. Wir können diesen Generalverdacht nicht unterstützen. Es ist nicht verwunderlich, dass die Grünen, ohne jemals die Opferseite in Betracht zu ziehen, immer als Erstes fragen, ob die Polizei nicht zu weit gegangen sei, wenn man eines Täters habhaft wird. Das schlimmste Beispiel, Entschuldigung, ist die grüne Ministerin in Deutschland. Sie sagte die bei einem IS-Attentat, bei dem der Täter gestellt werden konnte, die Polizei sei zu weit gegangen, und sie erwähnte dabei die Opfer mit keinem Wort. Diese Ideologie und die

Grundeinstellung, die dahintersteht, können wir nicht unterstützen. Deshalb wird die FDP den Vorstoss ablehnen.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Pour le groupe PEV, la notion de crédibilité quand on parle de la police est très importante. Il ne faut pas laisser planer de doute ici quant à une soi-disant impunité des forces de l'ordre ou un éventuel monopole de la force publique sans véritable surveillance ou sans contestation possibles. Pour la majorité des membres du groupe PEV, il ne serait pas pertinent de créer un organe de médiation tel que le voudraient les motionnaires. L'autorité de surveillance existe déjà et elle dispose des moyens qui dépassent un organe de médiation. Une dénonciation pénale débouche forcément sur un examen indépendant du Ministère public et finalement sur le jugement non moins indépendant d'un tribunal. Concernant le point 2, comme le relève très justement le Conseil-exécutif, le canton de Berne n'a pas les moyens de créer des postes superflus et d'en assumer l'infrastructure. Même si un ou deux membres du groupe PEV pourraient éventuellement soutenir cette motion, je peux, au nom de la majorité de mon groupe, vous recommander de la rejeter et de confirmer votre confiance en notre système, votre confiance en notre police. À titre personnel, comme ancien policier, je voudrais dire ici que je ne goûte pas très bien le ton et les termes utilisés par les auteurs de cette motion dans ce texte, mais aussi dans le texte de l'interpellation qu'ils ont déjà déposée sur le sujet à fin 2015. On y parle d'usage démesuré de la force, d'irrespect de la proportionnalité, d'enlèvement fréquent des procédures pénales contre des fonctionnaires de police, de gel de procédure par le Ministère public, des plaintes qui seraient restées lettre morte, et j'en passe. À lire ces interventions, je ne croirais pas être dans le canton de Berne, mais dans un Etat totalitaire quelconque. Ce n'est pas parce que les autorités cantonales de poursuite pénale et la police coopèrent forcément que l'indépendance des autorités d'instruction doit être remise en cause. Les dérapages – oui il peut y en avoir des dérapages – doivent être dénoncés et leurs auteurs poursuivis, mais ce n'est pas avec de telles interventions parlementaires que l'on va encourager nos policiers. Ils ont plutôt besoin de notre soutien et de notre confiance dans leur tâche difficile.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Auch die glp ist mit dieser Motion nicht ganz einverstanden. Es ist in der heutigen Zeit wichtig, die Polizei zu unterstützen. Sie braucht auch mehr Zeit als vorher. Manchmal ist es auch schwierig, Opfer- und Tätersituationen auseinanderzuhalten. Dass man dem Wirrwarr mit unabhängigen Untersuchungen und demokratischen Kontrollen auf den Grund gehen muss, ist auch für uns wichtig. Aber das Anliegen dieser Motion kann weitgehend mit den bestehenden Instrumenten und Aufsichtsanzeigen erfüllt werden. Neben der Schaffung einer gesetzlichen Grundlage verlangt die Motion die Einrichtung einer Ombudsstelle, die mit genügend Personal und finanziellen Mitteln ausgestattet sein soll. Die Motion ist für uns in einer Zeit des Sparens nicht am Platz. Eine solche Stelle soll weder geschaffen noch finanziell unterstützt werden. Deshalb lehnt die glp diese Motion ab.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die BDP sagte bereits zu früheren Vorstössen, die eine Ombudsstelle forderten, klar Nein. Dasselbe tut sie auch bei diesem Vorstoss und macht somit keine Ausnahme – auch nicht für eine Ombudsstelle light. Darum geht es bekanntlich bei diesem Vorstoss. Die Motionäre halten im Text fest, dass sie einseitig nur für betroffene Personen eine Ombudsstelle einführen möchten, die von der Polizei fragwürdig behandelt worden seien. Es soll also eine niederschwellige und unabhängige Stelle geschaffen werden, die ausschliesslich für behauptete Übergriffe von Polizeiangehörigen gegenüber Privatpersonen dienen soll. Alle Argumente der Regierung gegen dieses Vorhaben finden bei uns Unterstützung, ebenso alle Voten meiner Vorredner. Es stehen genügend gesetzliche Grundlagen zur Verfügung. Im Weiteren möchten wir festhalten, dass sowohl in kleinen wie in grösseren Gemeinden die Anlaufstellen für alle Bürger – ich betone: für alle und nicht nur für einen Teil der Bevölkerung – das Gemeindepräsidium, der Gesamtgemeinderat oder auch die Verwaltung sind. Bürgeranliegen werden aufgenommen und behandelt, und es werden Lösungen gesucht. Vielerorts nehmen sich sogar die Gemeindepräsidien Zeit, um Sprechstunden abzuhalten. Auf diese Weise stehen sie einzelnen Bürgern, die ein Problem haben, zeitlich und persönlich zur Verfügung. Die Hotspots hinter diesem Vorstoss liegen aus unserer Sicht ganz klar in der Stadt Bern: Reithalle, Bundesplatz, Stade de Suisse, aktuell auch der Breitenrain rund um die Migros und das Baumhaus. Also wird mit diesem Vorstoss wiederum versucht, ein städtisches Thema zu einem kantonalen zu machen. Das erstaunt uns umso mehr, als das Parlament immer wieder versucht, Doppelspurigkeiten

abzuschaffen. Wir alle wissen um die finanzielle Situation des Kantons Bern. Demnach ist es völlig unnötig, eine solche Stelle einzurichten, wenn es in dem Gebiet, um das es hier geht – nämlich in der Stadt Bern –, bereits eine Ombudsstelle gibt. Die BDP lehnt beide Punkte der Motion ab. Ich möchte zudem festhalten, dass die Polizei für die BDP immer noch «dein Freund und Helfer» ist und nicht der Feind.

Haşim Sancar, Berne (Les Verts). Eine Ombudsstelle kann bei Unzufriedenheiten und Beschwerden der Bevölkerung gegenüber der Verwaltung klärend helfen und kann Wut und Ärger der Bürger dämpfen. Die Ombudsstelle ist niederschwellig; es braucht weder Rechtskenntnisse noch einen Anwalt. Dadurch fallen auch die damit verbundenen Kosten weg. Die Zugänglichkeit für die Bevölkerung ist eigentlich optimal. Viele Personen wenden sich an die Ombudsstelle, wenn sie das Gefühl haben, dass die Verwaltung oder die Polizei ihnen Unrecht getan habe. Ein Teil der Aufsichtsbeschwerden oder Anzeigen kann damit vermieden werden, was natürlich ebenfalls Kosten spart. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb der Regierungsrat anstatt einer Ombudsstelle nur Instrumente wie die Aufsichtsbeschwerde vorschlägt. Dieser Weg ist ebenso wie eine Anzeige mit einem vermeidbaren Aufwand verbunden, verursacht unnötige Kosten und erfordert Ressourcen, die viele Bürger nicht zur Verfügung haben. Eine Aufsichtsbeschwerde muss schriftlich eingereicht und schriftlich beantwortet werden. Oft stellen die Betroffenen diese Antworten infrage, weil sie darin eine Parteistellungnahme sehen. Die Ombudsstelle hat definitiv eine andere Rolle. Ihren Ausführungen hören die Beschwerdeführenden zu. Die Ombudsstelle verlangt von der Verwaltung oder der Polizei die betreffenden Akten und analysiert sie unabhängig. Auf dieser Basis klärt sie die Betroffenen über ihren Fall auf. Wenn nötig, gibt die Ombudsstelle der Verwaltung oder der Polizei Empfehlungen. In den meisten Fällen wird eine Lösung gefunden, ohne zusätzlichen Aufwand wie Gerichtsverhandlungen oder Kosten zu verursachen.

Der Regierungsrat erwähnt in seiner Antwort, dass in den Kantonen Zürich, Waadt, Basel-Stadt, Baselland, Zug und Freiburg Ombudsstellen existieren. Was ist also falsch daran, wenn diese Kantone die Bevölkerung nicht auf die Aufsichtsbeschwerde hinweisen? Auch das finanzielle Argument greift nicht automatisch, schon gar nicht in einer Demokratie wie der unseren. Es gibt bestimmte Dienstleistungen, auf die wir nur aus Kostengründen nicht verzichten dürfen. Wenn wir die Bürgerinnen und Bürger als Rechtssubjekte ernst nehmen, ist es auch naheliegend, dass sie ihre Beschwerden an die Verwaltung bei einer niederschweligen Ombudsstelle deponieren können, ohne gleich in ein juristisches Verfahren verstrickt zu werden, das wiederum Kosten verursacht.

Bleibt zu erwähnen, dass die Polizeidirektion kürzlich drei neue Kaderstellen geschaffen hat. Wenn der Regierungsrat möchte, kann auch eine Ombudsstelle mit internen Ressourcen finanziert werden. Damit würden, wie gesagt, auch Kosten beim Kanton eingespart. Der Regierungsrat müsste ein grosses Interesse daran haben, eine Ombudsstelle einzurichten, denn verzweifelte Menschen können hohe Kosten verursachen. Mit einer Ombudsstelle könnte man dem vorbeugen, denn sie kann sich bereits genügend um diese Leute kümmern, kann ihr Vertrauen in die Verwaltung und in die Polizei wiederherstellen helfen und so wesentlich zur Entschärfung einer Situation beitragen. Es ist unverständlich, dass sich der Regierungsrat gegen diese Anliegen stellt, besonders in einer Zeit, in der er alles tun müsste, um das Vertrauen der Bevölkerung in Verwaltung und Polizei zu stärken. Die grüne Fraktion wird die Motion unterstützen und dankt für die Unterstützung des Grossen Rats. Noch eine Bemerkung: Herr Fuchs hat vorhin erwähnt, dass ich an einer illegalen Demo teilgenommen hätte. Ich bitte um sachliche Diskussionen und darum, persönliche Angriffe zu unterlassen. Ich habe nicht an einer illegalen Demo teilgenommen. Ich habe in der Tat an einer Demo teilgenommen, die offenbar nicht bewilligt worden war. Die Polizei war jedoch präsent und hat die Demo dirigiert. Ich war davon ausgegangen, dass diese Demo bewilligt war.

Daniel Beutler, Gwatt (UDF). Im Gegensatz zum Kollegen Sancar oute ich mich: Ich habe an einer unbewilligten Demo teilgenommen. Ich erzähle dies als Anekdote zu dem, worum es hier geht. Es ging damals um Zaffaraya. Ich habe versucht, einem Polizeigrenadier ein Blümchen in den Gewehrlauf zu stecken. Daraufhin knallte und rauchte es, und ich hatte eine Woche lang Kopfschmerzen. Damit will ich sagen, dass es Überreaktionen und vielleicht auch Grenzverletzungen gibt, aber diese entstehen nicht selten in Situationen, in denen die Pikettpolizisten während ihrer Freizeit ausrücken müssen. Gerade heute Mittag haben wir erfahren, dass dies ohne Zeitgutschrift erfolgt. Diese Zeit wird ihnen also nicht angerechnet, sodass sie anschliessend Freizeit beziehen könnten. Aus meiner Sicht ist das eine Zumutung. Aus solchen

Situationen heraus können solche Überreaktionen entstehen. Dort, wo es sich wirklich um Grenzverletzungen handelt, ist dies nicht zu rechtfertigen, dort braucht es Untersuchungen. Die EDU ist der Überzeugung, dass die gesetzlichen Grundlagen ausreichen.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion war immer für diese Ombudsstelle. Sie wurde im Rat mehrmals abgelehnt. Nun liegt ein Vorschlag für eine Ombudsstelle light vor. Deshalb ist meine Fraktion für Annahme dieser Motion. Es geht hier um Grundrechte. Gerade bei der Polizei geht es immer um Grundrechte. Polizistinnen und Polizisten werden sehr gut geschult, damit sie diese Grundrechte in allen Situationen respektieren. Kollege Beutler hat vorhin erwähnt, in welchen Situationen sie das auch immer machen müssen. Ich warne davor, die Diskussion mit trüben Sprüchen pauschal zu führen. Das Anliegen würde wahrscheinlich eine ernsthafte Prüfung verdienen. Es ist bedauerlich, dass kein Postulat im Raum steht, mit dem das Anliegen im Rahmen der Totalrevision des Polizeigesetzes ernsthaft geprüft werden könnte. Wir könnten es diskutieren und uns aufzeigen lassen, was die Polizei bei den verschiedenen Vorwürfen macht, die im Raum stehen. Solche gibt es immer wieder. Andere Kantone machen offenbar gute Erfahrungen mit der Beschwerdestelle. Es wurde bereits erwähnt, um welche Kantone es sich handelt: Offenbar haben sieben Kantone eine solche Beschwerdestelle.

Meines Erachtens hat die Polizei nichts zu verbergen. Deshalb habe ich keine Angst vor einer solchen Ombudsstelle. Jedes Mal ist das Problem, dass man in der Kommunikation gegen aussen im Polizeialltag nicht sagen kann, was effektiv passiert ist. Von der polizeilichen Arbeit her ist es nicht möglich, dass man alles sagen kann. Die polizeilichen Ermittlungen lassen dies oft nicht zu. Zudem besteht das Problem, dass viele Leute von Ereignissen erzählen, an denen sie persönlich gar keinen Anteil hatten. Wenn mir Leute in meiner Gemeinde so etwas berichten, frage ich zuerst immer, ob sie dabei gewesen seien. Häufig ist es jedoch so, dass irgendetwas nacherzählt und zum Problem aufgebauscht wird, bei dem man selbst gar nicht dabei war. Wenn man in einem ersten Schritt an eine solche Ombudsstelle gelangen könnte, könnte sie helfen, das Problem niederschwellig rasch zu regeln. Man könnte der betreffenden Person erklären, weshalb die Polizei auf eine bestimmte Weise gehandelt hat. Dadurch könnte man sehr viele Probleme lösen. Gerade weil die Polizei nicht alles öffentlich machen kann, könnte eine solche Stelle helfen, eine noch bessere Akzeptanz der Polizei zu erreichen. Eine persönliche Bemerkung: Wer diesen Vorstoss will, müsste ein deutliches Zeichen gegen die Gewalt gegenüber Beamten und Polizei setzen. Wir werden später einen entsprechenden Vorstoss behandeln. Kurzum: Die SP-JUSO-PSA-Fraktion bittet den Rat, diesen Vorstoss zu unterstützen.

Simone Machado Rebmann, Berne (LaVerte). Ich bin vom Votum von Adrian Wüthrich beeindruckt. Da hat der Präsident des Polizeipersonalverbandes gesprochen. Er hat in eine Richtung gesprochen, in die ich eigentlich gehen möchte. Ich habe in meinem Vorstoss geschrieben, dass mit einer solchen Beschwerdestelle die Glaubwürdigkeit der Polizei und die Entlastung von nicht fehlbaren Polizistinnen und Polizisten gefördert würden. Das ist das eine, das ich sagen wollte. Und zum Votum von Thomas Fuchs: Wenn er sagt, dieser Vorstoss sei 1968 zu verorten, hat er vielleicht Recht. Das Thema ist tatsächlich, wie ich in meinem Eingangsvotum gesagt habe, seit der Aufklärung, seit man sich mit Fragen der Gewaltenteilung befasst, aktuell. In den 68er-Jahren, als man gegen das Establishment kämpfte, war es sicher noch aktueller. Ich wehre mich indessen dagegen, dass es ein Generalverdacht gegen die Polizei sei. Ich habe diesen Vorstoss 2015 eingereicht, als die Polizei mehrfach in den Medien war und eine schlechte Presse hatte. Mit der Beschwerdestelle will ich ein Mittel schaffen, mit dem die Sachverhalte anständig aufgeklärt werden können.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Nein, geschätzte Frauen und Männer, der Kanton hat kein Interesse an einer solchen Ombudsstelle. Dies nicht nur, weil sie viel kostet und der Kanton sie sich nicht leisten kann, sondern auch, weil es einzig um eine Ombudsstelle für oder besser gesagt gegen die Polizei geht. Die bestehenden Möglichkeiten sind genügend. In der JGK wurde vor einigen Monaten eine aufsichtsrechtliche Anzeige behandelt, und zwar nicht vollständig im Sinn und Geist der POM. Ich kann eine Strafanzeige einreichen, und wenn ich vorhin von der Motionärin gehört habe, es heisse etwas, mehrfach in den Medien zu erscheinen, kann ich ihr sagen: Ich war auch schon mehrfach in den Medien, aber das will nichts heissen. Der Regierungsrat vertraut der Polizei und lehnt die Motion ab.

Le président. Wir stimmen über die Motion Machado ab. Wer diese Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 95

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat die Motion abgelehnt.